

# HISTOIRE

Coordonné par Isabelle GRANGAUD

Variété des objets, variété des disciplines (la science historique, pourtant en bonne compagnie, n'est pas souveraine), variété du statut des textes. Du Maghreb même, s'il en est bien question, c'est selon des angles de vue différents et parfois obliques. Ce qui réunit les textes dont il est rendu compte ici n'est donc pas leur communauté d'objet. Il faut une part de chance au demeurant pour qu'une thématique commune traverse significativement la production annuelle d'un champ, l'histoire contemporaine du nord de l'Afrique, étant à bien des égards encore « en friche ». Plus aisé peut-être, et plus stimulant, peut apparaître le choix de pointer sans aucune prétention d'exhaustivité, ce qui au sein de cette production, offre les exemples de pratiques historiennes *originales* et d'élaborations d'objets historiques neufs, susceptibles de nourrir le renouvellement visiblement en cours de l'historiographie maghrébine.

Il semble que pour longtemps encore, les études historiques relatives à la guerre d'Algérie seront saluées comme telles : soit des contributions pour étoffer une historiographie aujourd'hui encore relativement indigente au regard de la portée et du sens de l'événement. Pourtant, ce n'est pas seulement là l'intérêt de l'ouvrage de Claire Mauss-Copeaux. Son objet n'est d'ailleurs pas tant la guerre comme telle que celle, vécue par une poignée d'*appelés en Algérie*, qui a marqué du sceau du désarroi leur jeunesse et qu'ils sont rétrospectivement invités à relater. C'est du coup, au regard du contexte, l'histoire d'un *non événement* que l'auteur est amené à évaluer. La construction et l'analyse de son objet la portent sur le terrain de l'appréhension et des modalités de la construction d'une mémoire confidentielle, sans écho au regard de la mémoire nationale, à partir de quoi elle retrace le sens d'une guerre sans nom du point de vue de ses acteurs non pas seulement anonymes mais ignorés. Mais c'est, davantage encore, au niveau de la qualité du travail de l'historien que réside l'intérêt de ce livre. Dans sa capacité notamment à élaborer et à mettre en valeur un matériau *a priori* fort modeste. Si une quarantaine d'entretiens (préférés aux questionnaires) ont pu constituer significativement la matière de base de l'analyse, c'est en premier lieu parce que l'auteur a reconnu à chacun une validité pleine, quels qu'en soient les régimes de véracité et la richesse factuelle. Les omissions et les approximations ont aussi bien nourri l'analyse, non pas par défaut mais précisément dans la reconstruction des procédures de récits et de mémoire d'une part, dans l'étude de la portée des événements vécus de l'autre. Le statut de la source orale, par le traitement que celle-ci a reçu, en ressort renforcé, et par delà se trouve réaffirmé ce que le travail de l'historien doit à la capacité d'invention des sources.

L'invention, ou plutôt l'inventivité sont au cœur des contributions d'*Urbanité arabe*. Elles se signalent moins par la cohérence de leurs objets

respectifs que, de façon plus décisive, par la valeur des propositions de recherche qui transcendent la spécificité des terrains, et des champs scientifiques. Par delà les déploiements de la Cité, de Jérusalem à Casablanca, *Urbanité arabe* évoque, si l'on veut bien admettre l'autre acception du terme, cette forme de relation courtoise qui, ici, invite le chercheur à prendre part à cet hommage rendu à Bernard Lepetit.

Si les variables spatio-temporelles, les concepts de traces et de discordance, le jeu des échelles d'analyse, référencés aux travaux novateurs de Bernard Lepetit, sont autant de leviers à ces contributions, c'est encore l'immense curiosité intellectuelle, contagieuse, de ce chercheur qui fait lien. En retour, un ensemble stimulant de textes, dont nombreux sont le fait de jeunes chercheurs et issus de travaux en cours. Et la « conversation » (pour reprendre le terme heureux de Jean-Charles Depaule) qu'ils amorcent ou poursuivent illustre avec bonheur une certaine actualité de la recherche en marche sur le monde arabe.

Le troisième ouvrage présenté ici a un autre statut. La réédition, à l'occasion de la commémoration de l'abolition de l'esclavage, de *Souvenirs de la colonisation*, paru initialement de façon confidentielle en 1935, permet de redécouvrir les prises de position contre le colonialisme de Félicien Challaye, un militant socialiste français depuis oublié, à une époque où peu de voix s'élevaient contre cette forme de domination. Véritable réquisitoire, la forme de l'ouvrage, celle d'un journal de terrain, signale la volonté de l'auteur de privilégier les vertus pédagogiques et argumentaires du témoignage brut. Dès lors, c'est à une description sombre pour contrer l'illusion et dénoncer les méfaits de la « mission civilisatrice » des pays colonisateurs, au cours de 35 années d'observations que se livre l'auteur. Mais d'autres aspects de ce texte sont susceptibles d'interpeller l'historien du Maghreb. Ainsi, entre les pages consacrées au Congo français, visité en 1901 et celles relatives à la situation tunisienne observée en 1934, le statut du témoignage diffère radicalement. Dans les premières, on y lit l'effroi de l'humaniste doublé de la colère face aux manifestations multiples du non droit et de son corollaire, l'esclavage. Dans les secondes, s'affirment le manifeste d'un militant, qui s'attelle à mettre en évidence la logique d'une politique avant tout soucieuse de juguler la mise en cause de ses pratiques. Ce décalage restitue pour une part, sans doute, des époques d'observation différentes, mais pas seulement : en 1935, à la parution du livre, le primitivisme des Africains reste pour l'auteur une réalité, et le restera sans doute encore longtemps. Dès lors l'absence relative du Maghreb, celle de l'Algérie en particulier, alors colonie centenaire, est troublante. À la proximité géographique du Maghreb, correspond globalement son opacité : ce n'est qu'à la faveur de relations privilégiées avec les jeunes activistes du Néo-Destour que tardivement, Challaye se rendra en Tunisie. Cette prise de contact toute militante mise en relation avec l'absence de référence au cadre religieux, musulman, suggère à *contrario* le peu d'intérêt suscité par la société maghrébine (par comparaison avec les Annamites d'Indochine par exemple pour la civilisation desquels il ne cache pas son admiration) et par delà, la difficulté de penser l'Islam. Et si, en cela, Challaye

est bien un homme, et un socialiste, de son époque, son témoignage éclaire à nouveau ce « Mal de voir » dont la prise en compte peut alimenter la réflexion historiographique.

Isabelle GRANGAUD

• CHALLAYE Félicien, *Un livre noir du colonialisme. Souvenirs sur la colonisation*, Éditions les Nuits rouges, Paris, 1998, 201 p.

Né en 1875 et mort en 1967, Félicien Challaye aura été le témoin attentif et passionné de tous les grands événements de ce siècle. Il aura été aussi un acteur privilégié, un pionnier de la lutte anticolonialiste en France<sup>1</sup>. Les premiers contacts de Félicien Challaye avec le monde colonial remontent aux années 1899-1901. Grâce au système de bourses d'études de la Fondation Albert Kahn, Félicien Challaye, encore étudiant en philosophie, se rend en Égypte, aux Indes, en Australie et en Nouvelle-Zélande, puis à Java, en Indochine, en Chine du Sud et au Japon. Au cours de ce voyage, il constate les méfaits du colonialisme, l'oppression, la brutalité de l'administration. De retour en France il écrit sur la colonisation dans un certain nombre de publications dont les Cahiers de la Quinzaine. À partir de 1905, aux côtés de l'explorateur Savorgnan de Brazza, il entame un nouveau voyage dont le but est de mettre fin aux rumeurs qui circulent sur la nature du régime colonial du Congo Français. *Un livre noir du colonialisme. Souvenirs sur la colonisation* est donc un témoignage à vif, un « instantané », une mise en images de la colonisation par les yeux de Félicien Challaye. C'est une compilation de textes qui retrace au travers de trente cinq ans de voyage, le parcours d'un homme. Convaincu, au départ, de l'importance de la mission civilisatrice du colonialisme, Félicien Challaye se retrouve rapidement en face de fortes contradictions qui l'amènent à se remettre en cause en même temps qu'à remettre en cause un système. Cela rend son témoignage singulièrement émouvant et historiquement important : « Quand je suis parti, il y a trente cinq ans, pour le premier de mes grands voyages, je croyais naïvement ce qu'on m'avait appris dans les écoles de la République » (p. 24).

C'est qu'au début du siècle le débat sur la « mission » du colonialisme fait rage, entretenu par un « scientisme » qui se targue d'expliquer pourquoi sa nécessité est évidente. Qu'on se réfère notamment aux travaux d'anthropologie physique et criminelle, qui à cette époque mettaient en exergue la suprématie de la « race blanche » sur les autres races. Le « racialisme » ayant pour but de démontrer les qualités civilisationnelles de la première sur les secondes. Tout en mettant l'accent sur le caractère résolument moderne de la civilisation européenne par rapport au « primitivisme » des « peuples arriérés ». Ainsi, selon Cesare Lombroso : « L'homme criminel porterait encore en lui des caractères animaux, ou tout du moins relevant d'une humanité extrêmement primitive »<sup>2</sup>. Donc, l'humanité primitive serait par nature une humanité criminelle. Dans ce débat, la « race blanche » est présentée comme plus apte à la civilisation, au beau, à la morale. Donc plus apte aussi à orienter le destin des peuples considérés comme moins évolués. Cette « racialisation »

1. Félicien Challaye sera aussi un pacifiste convaincu. C'est d'ailleurs ce pacifisme, né de l'horreur de la guerre de 14-18, à laquelle il participa et à laquelle il fut blessé et décoré, qui le conduira à des positions munichoises puis « collaborationnistes ».

2. Laurent Mucchielli (dir.) : Histoire de la criminologie française, Paris, l'Harmattan, p. 139. Cesare Lombroso fut l'un des chantres de l'anthropologie criminelle et son travail scientifique eut son heure de gloire au congrès d'anthropologie criminelle de Rome en 1885.

du monde imprègne tellement les mentalités de l'époque que même des hommes comme Félicien Challaye n'y dérogent pas. Son vocabulaire en témoigne : « Je croyais que la colonisation était une entreprise humanitaire destinée à faire progresser des peuples de race inférieure au contact de la civilisation blanche. Je croyais que ces peuples arriérés sollicitaient le concours des blancs, et qu'ils leur étaient reconnaissants de cette aide dévouée... Quelques expériences au cours de mon premier voyage ont suggéré mes premiers doutes sur la valeur humaine du colonialisme » (p. 6).

Le débat politique n'encourage d'ailleurs pas plus à la remise en cause de cette vision du monde, bien au contraire. On est dans la grande période de la colonisation et en France l'ensemble des forces de gauche défendent avec une grande âpreté l'idée d'une colonisation « positive ». Ce sentiment perdurera dans la presque quasi-totalité de la classe politique et du corps social au moins jusqu'en 1914<sup>3</sup>. Après la première guerre mondiale, les choses commencent à évoluer lentement. L'événement a montré avec une rare barbarie, les limites indéniables de cet idéal de progrès porté par les grandes nations occidentales. Et puis la toute jeune révolution russe, arqueboutée à son opposition à la sociale démocratie, met en avant, avec acuité, la question de la colonisation. D'abord au Congrès des peuples décolonisés de Bakou de 1921. En 1925, ensuite, lors de la guerre du Rif où le Parti communiste russe se solidarise avec les révoltés marocains. En 1927 enfin, avec la création à l'instigation de l'Internationale Communiste, d'une Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale. L'évolution du monde communiste sur cette question reste cependant lente, son action se limitant encore à la gestion de quelques événements à caractère symbolique. Idem pour le monde socialiste. Si l'Internationale Ouvrière Socialiste reprend en 1928 un débat qui avait déjà eu lieu au moment de son Congrès de Stuttgart en 1907 sur la question de la colonisation « positive », c'est pour mieux masquer le fait qu'à une immense majorité à la SFIO et autour de la SFIO, dans une organisation comme la Ligue des droits de l'homme par exemple, on est encore pour la colonisation. Quant à l'extrême droite, elle conteste l'aventure coloniale au nom de la ligne bleue des Vosges. L'essentiel pour elle étant de récupérer l'Alsace-Lorraine.

D'où l'incroyable originalité d'une expérience comme celle de Félicien Challaye, déjà anticolonialiste en 1901. À cela s'ajoute sa volonté d'élaborer une réflexion critique selon un postulat de « relative neutralité scientifique ». Car selon l'auteur : « Pour apprécier la colonisation actuelle, rien ne vaut le contact direct des colonies elles-mêmes. C'est sur place qu'un observateur désintéressé doit dresser le bilan de la colonisation ». C'est donc empiriquement que Félicien Challaye s'engage d'abord à appréhender les réalités diverses du fait colonial. Rapidement cependant, la barbarie et les exactions marquent de leur empreinte son témoignage : « Le problème pratique qui se pose peut-être formulé ainsi : que vaut la colonisation capitaliste actuelle, c'est-à-dire la mainmise d'un peuple économiquement et militairement fort sur un peuple généralement d'une autre race, économiquement et militairement faible » (p. 23). En 1935, au moment où Challaye rédige la préface de son livre, la réponse est pour lui extrêmement simple : « S'est imposée à moi une certitude exactement opposée à ma première hypothèse : la colonisation n'est pas une entreprise humanitaire ; elle est un régime d'oppression politique ayant pour

3. Voir à ce propos l'excellent ouvrage de Gilles Morin et Jean-Pierre Biondi : *Les Anticolonialistes*.

fin l'exploitation économique des peuples soumis » (p. 24). Pour arriver à cette conclusion, Félicien Challaye s'est appuyé sur l'étude précise du système colonial autant que sur ses expériences dans les pays colonisés traversés. Il en retire d'abord un certain nombre de généralités liées aux exactions du colonialisme à la Française. Car c'est de « l'œuvre française » que Félicien Challaye dresse le portrait le plus dur. De son passage en Indochine il écrit dès 1901 : « Je vois constamment les Français vexer, injurier, brutaliser l'indigène. Je vois constamment le Français, affolé souvent par la chaleur, l'absinthe, l'opium, battre le domestique indigène qui a mal exécuté un ordre mal donné dans une langue mal comprise » (p. 34). Au Congo il signale que le meurtre d'un indigène est simplement appelé un « animalicide ». Mais Félicien Challaye ne se contente pas de dresser un catalogue des exactions commises dans certaines régions colonisées par la France, il met en cause le système dans deux de ses institutions les plus représentatives. La Mission d'abord qu'il considère comme un État dans l'État et dont il remet en cause l'intégrité morale d'un certain nombre de représentants. Il cite à cet effet plusieurs anecdotes qui mettent en évidence son propos. Et notamment ces paroles d'un homme de la Mission en Indochine, Mgr Puginier : « Dieu fait bien ce qu'il fait, il a fait pousser le rotin à côté de l'Annamite : c'est pour s'en servir » (p. 45). Pour Challaye, il n'est nulle endroit plus dur et méprisant pour l'indigène que la Mission. « A un résident de mes amis, actif et dévoué, un missionnaire disait qu'il ne comprenait pas qu'on prît des mesures pour arracher les indigènes à la variole : « C'est disait-il, un moyen providentiel, destiné à empêcher le trop grand accroissement de la population ». Sans doute en créant la variole, Dieu fit bien ce qu'il fit, comme en créant le rotin » (p. 46). Nul endroit au monde à part peut-être le système concessionnaire présenté, notamment au Congo Français, comme l'apogée de la barbarie coloniale : « Ici les indigènes ne sont pas trop mal traités : il n'y a pas de caoutchouc » (p. 52). Pour bien mettre en évidence le poids que représente les compagnies concessionnaires dans les dérapages annoncés du système colonial, Challaye décrit avec une grande minutie les mécanismes qui ont conduit à une des manifestations les plus flagrantes de ce système : l'accaparement de la plupart des terres africaines. Pour se faire, il met particulièrement l'accent sur la capacité de l'administration coloniale à utiliser, surtout dans les régions où il existe une vive tradition de nomadisme, l'absence de preuves légales (registres cadastraux, titres de propriétés) pour légitimer l'expropriation.

En 1934, de passage en Tunisie, il décrit ainsi le phénomène : « Les tribus, même si elles le désirent, ne peuvent faire immatriculer les terres sur lesquelles elles ont eu, de tout temps, des droits d'usage et de parcours. Une raison essentielle s'y oppose, c'est qu'elles n'existent point en tant que personnes juridiques » (p. 116). En pointant l'arbitraire de l'administration et le despotisme des groupes industriels, Challaye met le doigt sur un des aspects les plus noirs du système colonial : le travail forcé et son corollaire le camps d'otages. Au Congo, les camps d'otages regroupaient les femmes et les enfants d'hommes réquisitionnés pour le travail. Dans la plupart des cas (90 %) ces otages mourraient. En Afrique du Nord, depuis le début de la colonisation, il y avait des écoles d'otages qui regroupaient souvent les fils de chefs. Ces écoles étaient à la fois des structures censées former les fils de l'élite locale aux idées républicaines et en même temps des camps d'otages bien commodes. C'est par l'Afrique du Nord et singulièrement par la Tunisie que Félicien Challaye clôt son livre, en mettant l'accent sur le constat de naïve hypocrisie

qui entoure la question de la colonisation : « La Tunisie se meurt des maux dont souffrent plus ou moins toutes les colonies de tous les peuples : l'exploitation économique et l'oppression politique » (p. 134).

Le livre de Félicien Challaye marque donc une rupture très nette avec l'unanimité du discours sur les colonies et le colonialisme<sup>4</sup>. Il est d'autant plus précieux, qu'il est rédigé à une époque où les informations montrant les exactions du colonialisme circulent peu. L'ouvrage publié en 1935, est d'ailleurs édité par les « Amis de l'auteur »<sup>5</sup> dans une maison d'édition militante. Il ne dépasse guère le succès d'estime d'un cénacle restreint déjà largement convaincu par la nécessité de la remise en cause du système. La période des années trente correspond d'ailleurs plus à l'apogée de l'idée coloniale qu'au début de sa remise en cause. Il suffit de rappeler le succès considérable (35 millions de visiteurs) de l'exposition coloniale de 1931. À l'époque, le Parti Communiste, la CGTU, les surréalistes, Aragon et quelques autres personnalités avaient tenté d'organiser une contre exposition coloniale par laquelle ils voulaient dénoncer les méfaits du colonialisme. En vain. L'époque est plutôt à la propagande coloniale. On met en avant l'exotisme. L'image d'une exposition coloniale qui ressemble à un Luna Park où les attractions sont les Africains montrés comme des bêtes dans des cages et les Maghrébins présentés les yeux exorbités, le couteau entre les dents.

C'est donc sans doute pour transmettre la mémoire de ce combat resté dans l'ombre, que les Éditions Les nuits rouges ont procédé à l'actuelle réédition<sup>6</sup>. Et pour mettre l'accent sur une idée force qui s'épanouit à l'extrême fin du livre : « L'émancipation des indigènes sera, avant tout, l'œuvre des indigènes eux-mêmes » (p. 146) ouvrant ainsi le chemin de la libération prophétique des colonies et de l'indépendance des peuples.

Christelle TARAUD

• MAUSS-COPEAUX Claire, *Appelés en Algérie. La parole confisquée*, Hachette littératures, 1998, 333 p.

Si les récits de la guerre d'Algérie vus par ses acteurs les plus connus (responsables militaires, ancien de l'OAS, associations de la communauté Pieds noirs) sont nombreux et publiés par des éditeurs renommés, ceux des appelés sont beaucoup plus discrets, publiés à compte d'auteur ou édités chez des éditeurs à la diffusion très restreinte. C'est justement à cette catégorie méconnue, qui représentait tout de même près des trois quart des soldats toutes catégories confondues de l'armée française en Algérie durant la guerre, que Claire Mauss-Copeaux s'est intéressée dans son étude remarquable : *Les appelés d'Algérie. La parole confisquée*.

Son travail repose sur l'analyse d'une quarantaine d'entretiens réalisés entre 1990 et 1992 et dont le critère principal est géographique, tous les interviewés étant issu des Vosges ou y ont vécu la majeure partie de leur vie. La majorité d'entre eux étaient ouvriers, ouvriers paysans, plus rarement employés de bureau. Pour compléter ces entretiens, l'auteur a eu recours à un croisement

4. Quelques autres exceptions marquantes, les livres d'Andrée Viollis : SOS Indochine (1933-1934) et d'André Gide : Voyage au Congo (1927).

5. L'édition originale comportait en introduction de brefs messages de sympathie d'Alain, d'André Gide, de Paul Langevin et de Romain Rolland. Ces messages ont été reproduits dans la présente édition aux pages 149-151.

6. Cette réédition est agrémentée d'un certain nombre d'annexes et de témoignages et d'un crédit photographique tout à fait édifiant.

de sources très minutieux entre les travaux déjà effectués sur la guerre d'Algérie, la presse locale de l'époque, les journaux tenus par certains appelés, leurs photos, leurs correspondances et enfin les sources militaires accessibles. La méthode d'approche a été « de combiner l'analyse du contenu à l'analyse de discours. » La première consiste à dégager les thèmes et événements retenus par les interviewés, appréhendés comme « les points d'ancrage des mémoires. » L'analyse du discours consistant elle à pointer la nature du langage utilisé et les modes de relation développés. L'auteur ne propose pas une nouvelle version de l'événement, mais s'entend à interpeller le « point de vue » d'acteurs anonymes sur ce que fut une guerre perdue, dont rétrospectivement l'illégitimité a entaché les représentations et entravé les récits de mémoire.

Ces hommes sont alors jeunes, ils ont entre 20 et 25 ans et ne sont pas préparés à ce que l'on a nommé « pacification » ou « maintien de l'ordre ». Ce que montre cette étude c'est l'évolution des positions et de la façon de vivre la guerre d'Algérie durant leur service. À l'origine, il n'y a pas eu opposition ou hésitation au départ pour l'Algérie : « L'école et la famille ont agit ensemble et inculqué aux futurs appelés les mêmes principes fondamentaux : le devoir, la discipline et le patriotisme », ce à quoi il faut ajouter la valeur indiscutable du service militaire à cette époque et le manque d'informations concernant « les événements d'Algérie ». Il s'agissait alors de défendre l'intégrité territoriale de la France et sa mission civilisatrice enseignée depuis l'enfance à cette génération. Les interviewés ont souvenir d'avoir vécu une guerre sans nom, une guerre peu glorieuse et honteuse, dont ils sortirent vaincus et oubliés, à l'issue d'un conflit que tout sépare des guerres honorables auxquelles leurs pères et grands-pères avaient participé.

Dans les modalités d'identification de la guerre et de son inscription « dans l'Histoire », les événements militaires et politiques jalonnant de façon significative la mémoire de ces appelés sont globalement peu nombreux. La sous information qui prévalait alors et l'impact de l'idéologie officielle sous-tendent cette mémoire. Mais il en va encore de la nature d'une guerre où les « grandes batailles » ne sont pas de mise. Cela explique que les événements proprement militaires ne tiennent que peu de place dans les souvenirs. Seule l'embuscade sanglante de Palestro (18 mai 1956) qui fit dix-huit morts côté français, et dont les corps furent mutilés, apparaît comme un événement emblématique de cette guerre. Cet acte devait être largement manipulé par la propagande militaire. Les autres événements retenus de façon récurrente par les interviewés sont de nature politique plutôt que militaire. Et au regard de celle que les historiens étudient la chronologie des appelés apparaît sommaire et orientée, en particulier par leur vécu, leur degré de politisation et dans une moindre mesure par des lectures postérieures.

Certains événements n'ont pas de statut historique : le 1<sup>er</sup> novembre 1954 est très rarement mentionné et les manifestations des appelés de l'été 1956 ne le sont, selon des points de vue opposés, que par ceux qui étaient concernés. Par contre Mai 1958, qu'il s'agisse d'y voir le retour de De Gaulle, l'homme providentiel, ou de façon critique la chute brutale de la IV<sup>e</sup> République a constitué un événement plus marquant, pour une part travaillé rétrospectivement par l'issue de la guerre. La critique est beaucoup plus unanime s'agissant des conditions dans lesquelles se déroula le référendum constitutionnel de septembre 1958 qui ont marqué la plupart de ceux présents en Algérie. Beaucoup se remémorent la façon dont l'armée forçait les Algériens à voter oui, et les pressions exercées sur le contingent dans le même sens,

des pratiques jugées indignes de la France et révélatrices précisément pour certains de l'état de guerre. Par comparaison, le putsch d'avril 1961, n'est pas un événement significatif de la guerre, les appelés alors en Algérie lui accordent un caractère quasi anecdotique. Ce sont les accords d'Evian et le cessez le feu (mars et juillet 1962) qui constituent les événements les plus cités dans ces entretiens, que les interviewés se trouvent ou non alors en Algérie. L'un et l'autre, indifféremment, signalent la fin de la guerre, accueillie presque unanimement comme une délivrance, synonyme de retour à la vie civile.

Le plus difficile pour l'auteur et les interviewés fut sans doute l'évocation de la violence qui a marqué cette guerre. Les interviewés font une très nette différence entre la violence « normale », celle des combats (qu'ils évoquent aisément sans se préoccuper de la disproportion des moyens militaires mis en jeu et des actes contraires au droit de la guerre) ou même la violence opposée aux manifestants, y compris quand il s'agissait de femmes et d'enfants et la violence hors combats. Il s'agit des arrestations arbitraires, des contrôles systématiques des Algériens, des perquisitions dans les mechta où couramment les soldats pillaient les maigres biens des paysans. Il s'agit encore des viols, évoqués comme des faits rares mais non exceptionnels. Enfin, la plus extrême des violences et la plus difficile à évoquer est celle de la torture, nommée par la hiérarchie « interrogatoire » ou « interrogatoire approfondi » et privilégiée par la priorité donnée par la hiérarchie au renseignement.

La majorité des interviewés n'en parlent pas, soit par ignorance (en assurant n'avoir rien vu ni su), soit par refus de la reconnaître. Ce silence se justifie implicitement par la volonté de ne pas salir la France, les anciens combattants d'Algérie et la mémoire des morts au combat. Ceux qui y font malgré tout référence s'attachent à en souligner la rareté, le caractère exceptionnel. La difficulté à évoquer la pratique de la torture ou des assassinats (la corvée de bois qui consiste à abattre un fuyard sans défense), s'affirme dans le choix des termes pour en témoigner. Comme pour conjurer cette violence, les interviewés reprennent la terminologie officielle, parlant d'« opération », de « travail », du « renseignement », des « exactions ». La difficulté d'assumer d'avoir participé de près ou de loin à de telles violences s'exprime dans les justifications liées au contexte de la guerre : « C'est la guerre qui veut ça et la vie militaire qui fait ça, parce qu'on ne ferait pas ça dans le civil » ; ou à l'obligation d'obéissance à leurs supérieurs directs. Les appelés font porter la responsabilité de ces actes aux petits gradés avec lesquels ils étaient directement en contact, très rarement les hauts gradés sont mis en cause.

Pour finir, l'auteur s'attache à dégager les portraits qui se dessinent au fur et à mesure des entretiens de ceux que sur le terrain les appelés ont côtoyés, l'armée, les Pieds noirs et les Algériens. Face aux mots d'ordre de la propagande de l'armée selon lesquels aux « amis » (« forces de l'ordre » et les Pieds noirs) s'opposaient les hors-la-loi (nationalistes et bon nombre de civils algériens), les témoignages, en particulier le choix des termes pour désigner les différentes populations, auxquels l'auteur porte une attention toute particulière, contribuent à restituer une image ambivalente, nourrie à la fois des expériences sur le terrain et de représentations. Ainsi, s'agissant de la population algérienne, plusieurs images contradictoires s'affirment. Quoique la vision des interviewés reste majoritairement marquée par le discours colonial, sa terminologie (« Arabe »), et ses stéréotypes, en dépit encore du sentiment d'insécurité face à une population hostile vécue comme potentiel-

lement criminelle (« rebelles », « bandes de fellagas »), sentiment qu'a pu exacerber les événements récents d'Algérie, une grosse minorité d'entre eux ont vu dans leurs adversaires d'alors des « combattants » compétents et courageux, ce qui signale une reconnaissance implicite du bien fondé de leur cause.

Inversement, l'image de la communauté pieds-noirs qui ressort des entretiens témoigne de contacts rares et globalement hostiles. Leur inhospitalité, les maltraitements infligés à leurs ouvriers et leur avarice sont des jugements pour partie issus de l'expérience. Mais derrière ces points de vue sévères, l'auteur le montre, c'est encore un jugement sur la guerre qui est porté. La réflexion récurrente liée à l'origine non française des « colons », confinant au racisme, laisse entrevoir une mise en cause de sa légitimité.

De cette étude rigoureusement menée, se dégage la face cachée d'une guerre que certains politiques rechignent encore à nommer par son nom. Elle permet d'appréhender de façon sensible le vécu de ces appelés restés les oubliés de cette sale guerre, des anonymes à qui au mieux on reconnaît le statut « d'Ancien d'Algérie » (et non pas de patriotes ayant défendu la France comme en 1914-1918 et 1939-1945), au pire que l'on raille, même sans arrière pensée, à l'image du beauf à la Cabu nostalgique de l'Algérie française.

Ugo COLONNA

• *Urbanité arabe. Hommage à Bernard Lepetit*, Textes rassemblés par Jocelyne Dakhliia, Sindbad-Actes Sud, Arles, 1998, 458 p.

Il est des ouvrages qui invitent à l'itinéraire et à la rencontre. Celui-ci en est probablement un des plus exemplaires, tant l'opportunité de la rencontre et sa fugacité y a nourri les itinéraires de pensée et la mise à jour du chantier. Le chercheur est trop rarement invité à partager l'humanité de sa tâche pour que nous passions ici à côté de ce qui fait lien. Le lecteur aura souvent l'impression, au détour du mot ou de l'idée, de participer à la rencontre et lui-même d'être invité à « prolonger le trait » tant ces contributions précises et denses entrent en écho et proposent des combinaisons de problématiques. Néanmoins irréductible, l'extériorité du lecteur nous engage à conserver le mot de l'avant-propos : « cet hommage à Bernard Lepetit s'est en effet construit sur la base d'un groupe de travail qui s'amorçait à peine autour de lui. C'est en premier lieu de cet ensemble inabouti de liens personnels et scientifiques entre cet historien de la France et des chercheurs spécialistes du monde arabe que cet ouvrage entend conserver la trace, au nom de l'amitié, sans doute, mais aussi parce que cette relation si rare mérite en soi que l'on s'y arrête ». C'est en mémoire et en substance que J. Dakhliia souligne la portée de l'échange ouvert par B. Lepetit à travers ses rencontres et pour le plus grand profit des sciences sociales du monde arabe. Mais c'est le site de cette recherche, son épistémè et son champ d'application, au-delà des fortes injonctions du temps présent (l'émigration, l'islamisme), que cet ensemble de contributions nous invite à reconsidérer. On y chercherait en vain toute forme d'étayage auprès de la trilogie déterministe : l'histoire, la religion, la culture. On y trouvera des mots d'ordre récurrents qui invitent à plus de souplesse de vue et des outils plus conceptuels que strictement méthodologiques qui acceptent l'itinérance disciplinaire. Est-ce un hasard si l'historien de « l'islam classique » apparaît si absent du chantier ? Par la temporalité close, médiévale et quasi-théologique, ce chercheur serait-il, plus qu'un autre, enchâssé dans sa propre temporalité, souvent aveugle à la maléabilité des traces, et, pour paraphraser L. Valensi, tel ce pèlerin, qui cheminant vers la terre sainte, se

souvent du pays où il va... L'ouvrage est riche de ces retours d'épistémè, et le lecteur aura parfois la sensation de se voir indigène dans son propre champ de recherche. Le bénéfice en revient à la richesse des contributions, à leurs déclinaisons des échelles spatiales et temporelles, surtout à ce qu'elles nous disent de leurs complexes articulations.

Nous aurions pu envisager un regard thématique respectant globalement la progression de l'ouvrage. Nous donnerons la primeur aux modes de questionnement plutôt qu'à leur terrain, tant il est vrai que l'ouvrage se caractérise par une transversalité de ses mots d'ordre. Un ensemble de contributions interrogent l'articulation des « variables spatio-temporelles ». Pour G. Alleaume et P. Fargues Le Caire, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, apparaît faussement marqué par le cloisonnement spatial et la segmentation sociale. Les polarisations strictes sont rares et l'ajustement des échelles d'observation permet de relativiser les homogénéités dans l'espace (religieuse, sociale, économique) au profit d'une « sociologie de la proximité » où « ce qui paraît fusion vu de loin peut se révéler simple juxtaposition vu de près ». Même recherche en nuances pour F. Abachi, qui étudie à Tozeur (Tunisie) une série de décalages entre les homogénéités d'apparence et la persistance de l'ancienne division entre sédentaires et nomades. Enfin pour G. Alleaume et E. Denis, limite de la statistique des masses pour l'appréhension du fait urbain en Égypte à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle. L'affinage des échelles, l'élaboration d'une typologie et d'une carte, permettent de relever une mosaïque de pays dont les formes d'intégrations urbaines sont variables, marquées par la rencontre de deux temporalités, celle du « cycle long des spécialisations régionales et le cycle court des industries nouvelles » qui génèrent des maillages territoriaux plus ou moins larges. L'imbrication des données spatiales et temporelles apparaît encore plus nettement dans l'importante contribution d'Omar Carlier. La question algérienne (1830-1930) passée au crible de la « variable spatio-temporelle » laisse apparaître les multiples effets acculturels de la colonisation et leurs assises : le retournement de l'espace et son modelage, la confrontation des temporalités (temps linéaire) et le repli défensif sur la temporalité propre (celle du local, du saisonnier, du religieux). La mobilité, parfois subie (exode, mobilisation, émigration), permet un nouveau repositionnement au centre et dans le temps. Les intéressés émergent et s'approprient les nouveaux vecteurs d'une socialisation de l'espace et d'une incorporation du temps (transports, courriers, journaux, montres), investissent des lieux (école, café, syndicat). La reconformation de l'espace et du temps, subie puis appropriée, conjugue l'émergence de la « ville liseuse et frondeuse » et la formulation de l'identité nationale. Autre déclinaison, plus actuelle, avec l'enquête de R. Cattedra sur le recentrement de Casablanca autour d'un axe urbain historico-religieux allant de la grande mosquée Hasan II à la place des Nations Unies. La mise en œuvre passe par « l'invention de la médina ». Une médina, « ville indigène » dépréciée face à ses concurrentes, repositionnée « noyau historique » sur un parcours royal, et à l'intérieur d'un itinéraire touristique. La réinvention patrimoniale, se fera-t-elle au prix d'une « substitution sociale », d'une dépossession, à qui appartient le « noyau historique » ? Le futur axe urbain trace un nouvel itinéraire sur une toponymie aux silences significatifs : la place des Nations Unies, ex-place Mohammed V (le souverain de l'indépendance) et la mosquée-cathédrale fondée grâce à un groupe industrie-financier bien connu. La nouvelle échelle de dépendance, mondiale, projette Casablanca à la pointe de la modernité marocaine. Mais c'est aussi dans les fondations de la Très Grande Mosquée qu'il faut chercher ces nouvelles contiguïtés que la

toponymie urbaine rechigne à inscrire, comme celle de la salle des ablutions et de la place de la bourse.

Plusieurs contributions, interrogeant plus ou moins directement les formes de coexistence identitaires et l'idée de frontière, à l'échelle de la ville ou du pays, dans le discours, soulignent des séparations, de faibles adéquations entre groupe et espace ou, inversement, l'expansion d'un lieu totalisant comme la mosquée ou le corps pudique. Pour L. Valensi, la communauté des pèlerins, sur la terre sacrée de Palestine investit un espace préalablement détaché de sa temporalité, un espace en souvenir, nourri d'images dont on retrouve les traces (le paradis terrestre, épisodes de l'Ancien Testament etc.), ou en devenir (la résurrection). Point culminant, un temps où certains vivent la Passion du Christ (les chrétiens d'Occident), d'autres une résurrection (les chrétiens d'Orient). Les itinéraires de pèlerinage forment un maillage sans nœud, sans rencontre, qui atteste d'une « coexistence dans l'évitement ». Mais pour la communauté des pèlerins, sans distinction, la temporalité eschatologique même totale dans l'expérience vécue, est une temporalité d'où l'on revient. Lorsque le détachement temporel, de la pérégrination marginale vient s'instaurer au centre de la ville, comme l'évoque A. Moussaoui dans cette reconquête d'Alger depuis la périphérie par la mosquée, alors cette dernière devient totalisante. Elle impose sa temporalité, chasse l'impur dans tous les recoins de la ville, redéfinit un lien communautaire exclusif sur la base d'un assujettissement de la variable spatio-temporelle au profit de la seule temporalité rituelle. De l'espace à la corporéité, le contexte égyptien, interrogé par J. N. Ferrié et B. Dupret, vient souligner ce même lien entre pureté et identité pour cet autre lieu, le corps. Que ce soit pour la moralité sexuelle des Égyptiens (J.N. Ferrié) ou la catégorie de « femme pudique » (B. Dupret), la primeur à la visibilité de la norme est aussi totalisante. Elle recrée un espace identitaire, égyptien et contingent, homogénéisé sous la bannière d'un « islam du sens commun », partout présent mais jamais lui-même. Les auteurs rétablissent de la profondeur de champ, derrière les typifications et les catégorisations il existe du mouvement. L'honneur sexuel de l'ancien ordre familial se distingue de la sexualité moderne par le « progrès moral ». Ce n'est plus la notion de « souillure », mais l'idée d'une responsabilité individuelle sur le bien-être d'autrui qui fonde la gestion de la sexualité. Une « sédimentation normative » est à l'œuvre, une sédimentation de la forme et des pratiques, pas de leur substance.

L'architecture et l'appréhension du fait citadin auraient en commun avec les développements identitaires des formes de sédimentation, mais aussi des évitements de débats. Nous pourrions à nouveau invoquer l'exemple de la médina de Casablanca et cette représentation stratifiée de la coexistence communautaire : il y a le temps de la ville indigène, celui du quartier juif, celui de la médina à la mode islamiste : la sédimentation pour évitement. La contribution de N. Oulebsir s'intéresse à la floraison, peu spontanée, d'un art néo-mauresque à Alger au début du xx<sup>e</sup> siècle. L'esthétisme pour réconciliation et réhabilitation d'un patrimoine indigène. La politique de l'esthétique intègre des formes (la courbe, l'arcade, la coupole) et surtout ajuste les temporalités. C'est le minaret associé à l'édifice public, aussi décontextualisé qu'est minimisée la composante religieuse de l'identité des colonisés. C'est l'inscription de fondation (médersa d'Alger, 1905), en arabe et dans la plus pure tradition locale, mettant en exergue l'universalité du savoir pour mieux resituer l'œuvre de la République dans une lignée de civilisations, grecque et arabe. Nous ne sommes pas loin, dans la chronologie et l'évitement, du

modèle de Masqueray. La relecture par J. Dakhli de la Formation des cités, même attentive aux notions de brassage et de métissage, souligne les absences : celles du religieux et du politique conjointes. La cité berbère est réduite à ce minaret surmontant l'édifice public, ici laïc, la République. Reconformation pourrions nous dire de ces autres, les Africains, entre les anciens et nous, sur ce qui n'est pas, pour eux, un itinéraire, mais le site fragile d'une démocratie naturelle dans l'attente d'une instance régulatrice de l'individu, l'administration coloniale. Y aurait-il des évitements récurrents, toujours associés à des traitements de surface, tels ceux des discours sur l'autonomie idéale de la tribu, de la cité, ou « l'inconscient géométrique » du tracé des médinas. Appliqué à cette forme d'hypothèse, le mot employé par M. Maïzia, « supercherie », fait du bien à entendre. C'est la même idéalisation de la société et de son ordre qui sert de base à la recherche architecturale, ici avec un certain pittoresque méthodologique, quasi-ésotérique : il existerait un secret, un régulateur du tracé des médinas. La démonstration de M. Maïzia est rigoureuse et sans appel. Il en est des tracés vernaculaires comme des discours, de l'espace comme de l'histoire, les mêmes évidences conduisent aux mêmes évitements. En de nombreuses occasions l'ouvrage en question suggérera au lecteur les nouvelles perspectives à découvrir, les regard obliques, les lectures croisées.

Serge GUBERT